

## À LA GAUCHE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

PAR BOAVENTURA DE SOUSA SANTOS

Quand elles sont au pouvoir, les gauches n'ont pas le temps de réfléchir aux transformations qui traversent la société et, quand elles le font, c'est toujours en réaction à un événement quelconque qui vient perturber l'exercice du pouvoir. La réponse est toujours sur la défensive. Quand elles ne sont pas au pouvoir, elles se divisent entre elles pour définir qui sera le leader aux prochaines élections, de sorte que toutes les réflexions sont orientées par cet objectif.

Cette absence de disponibilité pour la réflexion a toujours été dangereuse, elle est aujourd'hui suicidaire. Et ce pour deux raisons. La droite a à sa disposition tous les intellectuels organiques du capital financier, des associations patronales, des associations multilatérales, des *think tanks* et différents groupes de pression, qui lui fournissent quotidiennement des données et des interprétations. À l'inverse, les gauches ne disposent pas d'outils de réflexions ouverts aux non-militants et, en interne, la réflexion suit la ligne stérile des factions.

De nos jours, une large vague d'informations et d'analyses qui pourraient avoir une importance décisive pour repenser et refonder les gauches après le double effondrement de la social-démocratie et du socialisme réel traverse le monde entier. Le déséquilibre entre les gauches et la droite par rapport à cette connaissance stratégique du monde est aujourd'hui plus fort que jamais.

En outre, les nouvelles formes de mobilisations et d'engagements politiques se développent (et c'est un fait dont les gauches sont historiquement responsables) sans référence à aucune de ces gauches (sauf, peut-être à la tradition anarchiste) et même, bien souvent, contre elles. Ceci ne peut pas ne pas donner lieu à une profonde réflexion. Cette réflexion a-t-elle lieu? Les tentatives de capter, d'éduquer, de minimiser ou d'ignorer ce nouveau militantisme sont telles qu'elles incitent à répondre par la négative.

### L'actualité de 1848

Quelques pistes peuvent pourtant être suggérées pour cette réflexion. La première renvoie à la polarisation sociale qui émerge des énormes inégalités sociales. Nous vivons dans une époque qui ressemble sous bien des aspects à celle des révolutions démocra-

tiques qui ont chamboulé l'Europe en 1848. La polarisation sociale était alors énorme parce que le prolétariat (une classe jeune à ce moment-là) dépendait du travail pour survivre, mais (à la différence de leurs pères ou de leurs grands-pères) le travail ne dépendait plus d'eux, il dépendait de celui qui le donnait ou le retirait à son bon vouloir, c'est-à-dire, le patron; si quelqu'un travaillait, les salaires étaient si bas et la journée si longue que sa santé était en danger et sa famille n'était pas à l'abri de la faim; s'il était renvoyé, il ne bénéficiait d'aucune sorte de soutien. Il n'est pas étrange dès lors que les deux principales revendications de ces révolutions aient été le droit au travail et le droit à une journée de travail plus courte. Cent cinquante ans plus tard, la situation n'est pas exactement la même, mais ces revendications sont toujours d'actualité. Et sans doute le sont-elles encore plus aujourd'hui qu'il y a trente ans. Les révolutions furent sanglantes et ont échoué mais les gouvernements conservateurs qui suivirent ont dû faire des concessions pour que la question sociale ne débouche pas sur une catastrophe. Sommes-nous loin aujourd'hui d'une catastrophe? Jusqu'à maintenant, la mobilisation contre les scandaleuses inégalités sociales (semblables à celles de 1848) reste pacifique et se caractérise par une forte tendance à la dénonciation. Tout cela n'effraie guère le système financier-démocratique. Mais qui peut assurer que cela continuera de la sorte? La droite est-elle prête à répondre de manière répressive à toute altération potentiellement menaçante? Qu'est-ce que les gauches envisagent? De se diviser à nouveau comme dans le passé, certaines adoptant la posture répressive et d'autres celle de la lutte contre la répression?

La seconde ligne de réflexion a également largement à voir avec la révolution de 1848, et consiste à savoir comment connecter à nouveau la démocratie avec les aspirations et les décisions des citoyens. Parmi toutes les consignes de 1848, les plus importantes étaient le libéralisme et la démocratie. Libéralisme signifiait alors gouvernement républicain, séparation de la religion et de l'État, liberté de la presse; et démocratie: suffrage « universel » pour les hommes. On a connu de grandes avancées sur ce point durant les cent cinquante dernières années. Cependant, ces conquêtes ont largement été remises en cause au cours des trente dernières années et dernièrement la démocratie semble être plutôt une maison fermée et occupée par un groupe d'extraterrestres qui décident démocratiquement de leurs propres intérêts et dictatorialement de ceux de la grande majorité des autres. Un régime mixte, une « démocratie ».

Le mouvement des Indignés et le mouvement *Occupy Wall Street* refusent l'expropriation de la démocratie et optent pour une prise de décision au consensus dans leurs assemblées. Sont-ils fous? Ou bien est-ce un indice des enjeux à venir? Les gauches ont-elles déjà pensé que si elles ne se sentent pas à l'aise avec des formes de démocratie de haute intensité (au sein des partis et de la république), elles devraient se retirer ou se refonder?

### Néocolonialisme et agonie de la démocratie libérale

La gauche s'est longtemps appuyée sur trois facteurs: le colonialisme, qui permit de déplacer l'accumulation primitive du capital (par dépossession violente, en général illégale et toujours impunie, accompagnée d'innombrables sacrifices humains) hors des

pays capitalistes centraux, où se livrèrent des luttes sociales considérées comme décisives; l'émergence de capitalismes nationaux aux caractéristiques tellement différentes (capitalisme d'État, corporatiste, libéral, social-démocrate) qu'ils donnaient une certaine vraisemblance à l'idée selon laquelle il y avait plusieurs alternatives pour dépasser le capitalisme; enfin, les transformations que les luttes sociales ont produites au sein de la démocratie libérale, permettant une certaine redistribution sociale et séparant, dans une certaine mesure, le marché des marchandises (les valeurs qui ont un prix, s'achètent et se vendent) du marché des convictions (les options et valeurs politiques qui, n'ayant pas de prix, ne s'achètent et ne se vendent pas).

Cependant, durant les dernières années, ces facteurs ont changé si profondément que rien ne sera plus comme avant pour les gauches telles que nous les connaissons.

En ce qui concerne le colonialisme, les changements radicaux sont de deux ordres. D'un côté l'accumulation de capital par dépossession violente est de retour dans les anciennes métropoles (vol de salaires et de pensions; transferts de fonds collectifs illégaux pour sauver des banques privées; totale impunité du gangstérisme financier). C'est pour cela qu'une lutte anticoloniale devra également y être menée, une lutte qui, nous le savons bien, n'a jamais été contenue dans les courtoisies parlementaires. D'un autre côté, même si le néocolonialisme (le maintien de relations coloniales entre les anciennes colonies et les métropoles ou leurs substituts, comme dans le cas des États-Unis) a permis jusqu'ici de poursuivre l'accumulation par dépossession dans l'ancien monde colonial, un certain nombre de ces anciennes colonies jouent de plus en plus le rôle de protagonistes (l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, avec le cas spécial de la Chine, humiliée par l'impérialisme occidental au cours du XIX<sup>e</sup> siècle), au point que l'on ne saurait dire s'il n'y aura pas de nouvelles métropoles et, par là même, de nouvelles colonies.

Les gauches du Nord global (et, à quelques exceptions près, celles d'Amérique latine aussi) ont commencé en étant colonialistes, et ont accepté plus tard l'idée, sans mener aucun travail critique, que l'indépendance des colonies éliminait le colonialisme, négligeant ainsi l'émergence du néocolonialisme et le colonialisme interne. Seront-elles capables de s'imaginer en tant que gauches face à de nouveaux colonialismes et de se préparer pour des luttes anticoloniales d'un nouveau genre?

Quant aux capitalismes nationaux, leur fin semble être annoncée par la moulinette néolibérale. Sans doute l'Amérique latine et la Chine présentent-elles de nouvelles versions de domination capitaliste, mais elles semblent curieusement profiter des occasions que le néolibéralisme leur offre. Néanmoins, gauche et néolibéralisme sont incompatibles. Il n'y a qu'à voir comment les cours de la bourse montent proportionnellement aux inégalités sociales et à la destruction de la protection sociale. Combien de temps les gauches vont-elles mettre à en tirer des conclusions?

Enfin, la démocratie libérale agonise sous le poids des pouvoirs factices (les mafias, la maçonnerie, l'Opus Dei, les multinationales, le Fonds monétaire international, la Banque Mondiale...), l'impunité de la corruption, l'abus de pouvoir et le trafic d'influences. Le résultat en est une fusion croissante entre le marché politique des idées et le marché économique des intérêts. Tout est en vente et si tout n'est pas vendu c'est qu'il n'y a pas assez de monde pour tout acheter. Au cours des cinquante dernières années,

les gauches (toutes) ont contribué fondamentalement à la crédibilité de la démocratie libérale parmi les classes populaires. Puisque la démocratie n'intéresse la droite qu'autant qu'elle préserve ses intérêts, les gauches sont aujourd'hui les garants de son sauvetage. Seront-elles à la hauteur du défi? Auront-elles le courage de refonder la démocratie au-delà du libéralisme? Défendront-elles une démocratie solide – qui associerait démocraties représentative, participative et directe – contre l'antidémocratie? Iront-elles dans le sens d'une démocratie anticapitaliste face à un capitalisme toujours plus antidémocratique?

### Démocratiser, démarchandiser, décoloniser

Pourquoi la crise actuelle du capitalisme renforce-t-elle ceux qui l'ont provoquée? Pourquoi la sortie de crise se base-t-elle sur les prévisions que ces derniers font, et non pas sur les conséquences de la crise, qu'ils démentent presque systématiquement? Pourquoi est-il si facile pour l'État de remplacer la providence pour les citoyens par la providence pour les banques? Pourquoi la grande majorité des citoyens assiste-t-elle à son appauvrissement et à l'enrichissement scandaleux de quelques-uns comme à un changement inévitable pour éviter que la situation ne s'aggrave? Pourquoi la stabilité des marchés financiers n'est possible qu'au prix de l'instabilité de la vie de la majorité de la population? Pourquoi les capitalistes, en général, sont individuellement des gens bien et le capitalisme est, dans son ensemble, amoral? Pourquoi la croissance économique est aujourd'hui la panacée pour tous les maux de l'économie et de la société sans qu'on pose la question de savoir si les coûts sociaux et environnementaux sont ou non durables? Pourquoi Malcolm X avait-il raison quand il alertait : « Si vous ne faites pas attention, les journaux vous convaincront que les problèmes sociaux sont de la faute des opprimés et non des oppresseurs »? Pourquoi les alternatives sont-elles si rares quand elles sont le plus nécessaires?

Ces questions devraient faire partie de l'agenda politique des gauches, ou bien ces dernières seront vite rangées au musée des bonheurs passés. Cela ne serait pas grave si cela ne signifiait pas, comme c'est le cas, la fin du bonheur futur des classes populaires. La réflexion devrait partir de là : le néolibéralisme est, avant tout, une culture de la peur, de la souffrance et de la mort pour la grande majorité de la population; il est impossible de le combattre sans lui opposer une culture de l'espoir, du bonheur et de la vie. La difficulté que les gauches ont à assumer ce rôle de promoteurs d'une autre culture tient au fait qu'elles sont longtemps tombées dans le piège que les droites ont tendu pour rester au pouvoir : réduire la réalité à ce qui existe, aussi injuste et cruelle qu'elle soit, pour que l'espoir de la majorité paraisse toujours irréal. La peur tue l'espoir du bonheur. Il faut partir, pour sortir de ce piège, de l'idée que la réalité est la somme de tout ce qui existe avec tout ce qui est en train d'y émerger comme possibilité et comme lutte pour la concrétisation de ces possibles. Si elles ne sont pas capables de détecter ces émergences, les gauches peuvent succomber.

Tel est le nouveau point de départ pour les gauches, la nouvelle base commune qui leur permettra ensuite de diverger fraternellement sur les réponses à apporter aux ques-

tions posées. Une fois la réalité sur laquelle agir politiquement élargie, les propositions des gauches pourront paraître crédibles pour la grande majorité comme preuve qu'il est possible de lutter contre la prétendue fatalité de la peur, de la souffrance et de la mort au nom du droit à l'espoir, au bonheur et à la vie. Cette lutte doit être orientée par trois principes clés : démocratiser, démarchandiser et décoloniser.

Démocratiser la démocratie, parce que la démocratie actuelle s'est laissé kidnapper par des pouvoirs antidémocratiques. Il est nécessaire de démontrer qu'une décision prise un jour démocratiquement ne peut être annulée le lendemain par une agence de notation ou par une baisse du cours des bourses.

Démarchandiser signifie montrer que nous utilisons, produisons, échangeons des marchandises, mais que nous ne sommes pas des marchandises, et que nous n'acceptons pas d'entrer en relation avec les autres ou avec la nature comme avec des marchandises parmi d'autres. Avant d'être chefs d'entreprise ou consommateurs, nous sommes citoyens et, pour cela, il est nécessaire de souscrire à l'impératif qu'il existe des biens publics et des biens communs comme l'eau, la santé et l'éducation.

Décoloniser signifie éradiquer des relations sociales l'autorisation à dominer les autres sous prétexte qu'ils sont inférieurs : parce que ce sont des femmes, qu'ils ont une couleur de peau différente, ou qu'ils pratiquent une religion « étrange ».

### Le modèle de développement

Historiquement, les gauches se sont divisées autour des modèles du socialisme et de ses voies de réalisation. Étant donné que le socialisme ne fait pas partie, pour l'instant, de l'agenda politique, les gauches semblent divisées quant aux modèles du capitalisme. À première vue, cette division a peu de sens parce qu'il existe actuellement un modèle mondial de capitalisme, hégémonique depuis un moment, dominé par la logique du capital financier.

La dispute autour des modèles de capitalisme devrait être une controverse ouverte entre les différentes droites bien plus qu'entre les gauches. Malgré l'aspect mondial du modèle dominant, ses caractéristiques varient selon les pays et les régions du monde, et les gauches ont un intérêt vital à en discuter, non seulement parce que les conditions de vie, ici et maintenant, des classes populaires – qui constituent le vivier de soutien politique des gauches – sont en jeu, mais aussi parce que la lutte pour des horizons post-capitalistes (auxquels certaines gauches n'ont pas renoncé) dépendra en bonne partie du capitalisme réel duquel on partira.

Étant donné le caractère global du capitalisme, l'analyse des différents contextes doit prendre en compte le fait que, malgré leurs différences, ils appartiennent au même texte. Ainsi, la disjonction actuelle entre les gauches européennes et celles d'autres continents, principalement les gauches latino-américaines, est perturbante. Alors que les gauches européennes semblent être d'accord sur le fait que la croissance est la solution à tous les maux de l'Europe, les gauches latino-américaines sont profondément divisées sur la question de la croissance et du modèle de développement qui la soutient.

Pour les gauches européennes qui refusent l'austérité, la croissance signifie emploi, et celui-ci, à son tour, améliore la qualité de vie de la majorité. Or, ne pas problématiser la croissance implique l'idée que n'importe quelle croissance est bonne. Il s'agit d'une idée suicidaire pour les gauches. D'un côté, les droites l'acceptent facilement. D'un autre, cela signifie historiquement un grave retour en arrière par rapport aux avancées des luttes écologiques des dernières décennies, dans lesquelles certaines gauches du Nord et du Sud ont joué un rôle déterminant. C'est faire l'impasse sur l'insoutenabilité du modèle de croissance dominant.

À l'inverse, en Amérique latine, les gauches sont plus que jamais opposées entre elles quant au modèle de croissance et de développement. La voracité de la Chine, la consommation numérique friande de métaux rares, et la spéculation financière sur la terre, les matières premières et les biens alimentaires provoquent une course sans précédent aux ressources naturelles : exploitation minière à ciel ouvert à grande échelle ; exploitation pétrolière, expansion des frontières agricoles. La croissance économique favorisée par cette course entre en conflit avec l'augmentation exponentielle de la dette socio-environnementale : appropriation et pollution de l'eau, expulsion de milliers de paysans pauvres et de peuples indigènes de leurs terres ancestrales, déforestation, destruction de la biodiversité, ruine des modes de vie et des économies qui paraissaient garantir jusque-là une certaine durabilité. Face au défi d'une telle contradiction, une partie de la gauche a opté pour l'opportunité extractiviste en faisant l'hypothèse que les rendements générés serviront à réduire la pauvreté et construire des infrastructures. Une autre partie, en revanche, voit dans ce nouvel extractivisme la phase coloniale la plus récente par laquelle l'Amérique latine semble condamnée à être exportatrice de nature vers les centres impériaux qui saccagent ses immenses richesses et détruisent les modes de vie et les cultures de ses peuples. La dispute est si forte qu'elle va jusqu'à mettre en danger la stabilité politique de pays comme la Bolivie ou l'Équateur.

Pour dépasser ce contraste et avancer dans la construction d'alliances transcontinentales, trois conditions sont nécessaires. D'abord, les gauches européennes devraient mettre en cause le consensus sur la croissance qui, ou bien est simplement faux, ou en tout cas renvoie à une trop longue histoire d'injustices. Elles devraient ensuite poser la question de la non-durabilité du modèle, et interroger autant le mythe de la croissance infinie que l'idée de l'inépuisable disponibilité de la nature sur laquelle il repose, en reconnaissant que les coûts socio-environnementaux toujours plus élevés du capitalisme ne se règlent pas avec des économies vertes imaginaires. Enfin, elles devraient défendre l'idée que la prospérité et le bonheur de la société dépendent moins de la croissance que de la justice sociale et de la rationalité environnementale ; et avoir le courage d'affirmer que la lutte pour la réduction de la pauvreté est une mauvaise blague, masquant la lutte que personne ne veut entamer, contre la concentration de la richesse.

De leur côté, les gauches latino-américaines devraient discuter des antinomies entre le court et le long terme, en ayant en tête que l'avenir des rentes différentielles générées aujourd'hui par l'exploitation des ressources naturelles est sous le contrôle d'une poignée d'entreprises multinationales. Au terme de ce cycle extractiviste, les pays pourraient bien se retrouver plus pauvres et dépendants que jamais. Elles devraient reconnaître éga-

lement que le nationalisme extractiviste garantit pour l'État des recettes qui pourraient avoir une importante utilité sociale, à condition qu'elles soient utilisées pour financer une politique de transition de l'actuel extractivisme destructeur vers une économie plurielle dans laquelle l'extractivisme ne sera utile que dans la mesure où il sera indispensable. Cette transition devrait commencer le plus tôt possible.

Les conditions pour envisager des politiques de convergence globale sont exigeantes mais pas impossibles. La question n'est pas de choisir entre la politique du possible et la politique de l'impossible ; elle est de se situer, toujours, du côté gauche du possible.

### **Changement de paradigme**

À quelles gauches s'adresser ? Aux partis et aux mouvements sociaux qui luttent contre le capitalisme, le colonialisme, le racisme, le sexisme et l'homophobie, et à toute la citoyenneté qui, sans être organisée, partage les objectifs et aspirations de ceux qui s'organisent pour lutter contre ces phénomènes. C'est un très large public, surtout parce qu'il inclut tous ceux qui ont des pratiques de gauche sans forcément se considérer de gauche. Et, cependant, il semble si restreint...

Lors de la Conférence des Nations Unies Rio +20 et du Sommet des Peuples qui se sont déroulés à Rio de Janeiro en 2012, les gauches ont eu l'occasion de faire l'expérience de la richesse globale des alternatives qu'elles offrent et de bien identifier les forces de droite auxquelles elles s'opposent. Malheureusement, elles ont raté cette occasion. En Europe, les gauches étaient occupées par les crises et les urgences immédiates et, sur d'autres continents, les médias ont pris soin de dissimuler le parfum de nouveauté et de gauche qui flottait dans l'air.

Pourtant la différence entre la conférence officielle dans la Barra de Tijuca et le sommet des peuples dans le parc de Flamengo était édifiante. Seulement quelques kilomètres les éloignaient l'une de l'autre, mais c'est un océan de distance politique qui les séparait.

Dans la Barra, se trouvaient les gouvernements et la société civile obéissante, et parmi elle des entreprises multinationales qui cuisinaient les discours et organisaient le cercle des négociateurs officiels. La droite mondiale y donna un spectacle macabre d'arrogance et de cynisme face aux défis inéluctables que pose la durabilité de la vie sur la planète. Aucun engagement contraignant à réduire les gaz à effet de serre, aucune responsabilité différenciée pour les pays qui polluent le plus, aucun fond pour le développement durable, aucun droit d'accès universel à la santé, aucune suspension des brevets pharmaceutiques en situation d'urgence ou de pandémie. À la place, l'économie verte, cheval de Troie du capital financier vers la gestion des biens mondiaux et des services que la nature nous prête gratuitement. N'importe quel citoyen avec un minimum de conscience écologique comprend que la meilleure manière de défendre la nature ce n'est pas de la vendre, et ne croit pas que les problèmes du capitalisme puissent se régler par plus de capitalisme. Mais ce fut pourtant ce que les médias ont diffusé dans le monde entier.

Au contraire, le Sommet des Peuples fut l'occasion de l'expression de la richesse de pensées et de pratiques impulsées par des mouvements sociaux du monde entier pour parvenir à ce que les générations futures puissent profiter de la planète dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont les nôtres. Il regroupa des milliers de personnes, des centaines d'événements, un ensemble inépuisable de pratiques et de propositions sur la durabilité. Parmi elles : la défense des espaces publics dans les villes qui priorisent la circulation des piétons, la cohabitation sociale, la vie associative, des gestions démocratique et de participation populaire, des transports collectifs, des jardins communautaires, l'économie coopérative et solidaire; la souveraineté alimentaire, l'agriculture familiale et l'éducation à une alimentation sans produits toxiques agricoles; un nouveau paradigme de production-consommation qui renforce les économies locales articulées de manière translocale; la substitution du PIB par des indicateurs qui incluent l'économie du soin (*care*), la santé collective, la société décente et la prospérité non basée sur la consommation compulsive; un changement de la matrice énergétique basée sur des énergies renouvelables décentralisées; la substitution du concept de capital naturel par celui de nature comme sujet de droits; la défense des biens communs, telles que l'eau et la biodiversité, qui n'en permettent que des droits d'usage temporaires; la garantie du droit à la terre et au territoire des populations paysannes et indigènes; la démocratisation des moyens de communication; une fiscalité qui pénalise les activités d'extraction et les industries polluantes; le droit à la santé sexuelle et reproductive pour les femmes; la réforme démocratique de l'État qui élimine la pandémie de la corruption et interdit la transformation en cours de l'État protecteur en État prédateur; des transferts de technologies qui atténuent la dette écologique.

Si elles veulent avoir un avenir, les gauches doivent adopter la perspective de futur comprise dans ces propositions et les transformer en politiques publiques.

### La gauche européenne face à la conjoncture actuelle

Le bilan de la période récente en Europe est un désastre sur le plan social, et il est imprévisible sur le plan politique. Il faut que les citoyens aient la certitude que l'instabilité politique est le prix à payer pour que surgisse une alternative de pouvoir et non pas seulement une alternance au pouvoir. Les gauches pourront-elles construire cette alternative? Oui, mais seulement si elles se transforment et s'unissent, ce qui est leur demander beaucoup, et en peu de temps.

D'abord, les gauches doivent se centrer sur le bien-être des citoyens et non seulement sur les réactions des créanciers. L'histoire montre que le capital financier et les institutions multilatérales (FMI, BCE, BM, Commission Européenne) ne sont rigides que dans la mesure où les circonstances ne les obligent pas à être flexibles. Ensuite, ce qui unit historiquement les gauches, c'est la défense d'un État social fort : éducation publique gratuite et obligatoire, service public de santé universelle; sécurité sociale avec un système de retraite basé sur la répartition et non sur la capitalisation; biens stratégiques ou monopoles naturels (eau, postes) nationalisés.

Les différences entre les diverses gauches sont importantes, mais elles n'empêchent en aucun cas une convergence de base qui a toujours conditionné les préférences électorales des classes populaires. Sans doute la droite a-t-elle également contribué à l'État social (il suffit de se souvenir de Bismarck en Prusse), mais toujours sous la pression des gauches, et elle a reculé quand la pression retombait, comme c'est le cas, depuis trente ans, en Europe. La défense d'un État social fort doit être la plus grande priorité et doit conditionner tout le reste. L'État social n'est pas durable sans développement. En ce sens, malgré les divergences quant au poids de l'écologie, ou de la flexisécurité de l'emploi, l'accord de fond sur le développement est évident et constitue par là même la seconde priorité pour l'union des gauches. Puisque la sauvegarde de l'État social est prioritaire, il faut tout faire pour garantir l'investissement et la création d'emploi.

Et c'est là que surgit la troisième priorité, qui devrait unir les gauches. Si pour garantir l'État social et le développement il est nécessaire de renégocier avec la troïka et les autres créanciers, il faut que cette renégociation soit menée avec détermination. La hiérarchie des priorités montre clairement que ce n'est pas l'État social qui doit s'adapter aux conditions de la troïka; c'est au contraire celle-ci qui doit s'adapter à la priorité qu'est le maintien d'un État social. Tel est le message que les citoyens comme les créanciers comprendront sans problème, même pour des raisons différentes.

Afin que l'unité entre les gauches réussisse politiquement, il faut considérer trois facteurs : risque, crédibilité et opportunité.

Pour ce qui est du risque, il est important de montrer que les risques ne sont pas supérieurs à ceux que les citoyens européens courent déjà. Ceux du Sud : un plus grand appauvrissement entraîné par leur condition de périphérie, fournissant une main-d'œuvre bon marché à l'Europe développée; et tous en général : la perte progressive de droits au nom de l'austérité, un chômage croissant, des privatisations, des démocraties otages du capital financier. Le risque de l'alternative est un risque calculé afin de mettre à l'épreuve la conviction qui sous-tend le projet européen.

La crédibilité réside, d'un côté, dans la conviction et le sérieux avec lesquels l'alternative est formulée, et dans l'appui démocratique avec lequel elle peut compter; et, d'un autre côté, dans le fait d'avoir démontré la capacité à faire des sacrifices de bonne foi (la Grèce, l'Irlande et le Portugal en sont des exemples). Ce sont les sacrifices imposés de mauvaise foi qui ne sont pas acceptés, ceux imposés dans le seul but d'ouvrir la voie à des sacrifices toujours plus importants.

Et l'opportunité est là, il faut en profiter. L'indignation généralisée et exprimée massivement, entre autres, dans les rues, sur les places, dans les réseaux sociaux, les centres de travail, de santé et d'étude, ne s'est pas constitué en bloc social à la hauteur des défis lancés par les circonstances. Le contexte actuel de crise demande une nouvelle politique des fronts populaires à l'échelle locale, des États et de l'Europe, des fronts formés par une pluralité hétérogène de sujets, de mouvements sociaux, d'associations, d'universités, d'institutions publiques, de gouvernements, entre autres acteurs qui, unis dans leur diversité, soient capables, à travers différentes formes d'organisation, d'articulation et d'action flexibles, de parvenir à une unité d'actions et de propositions.

L'objectif est de réunir les forces de gauche dans des alliances démocratiques structurellement semblables à celles qui ont constitué la base des fronts antifascistes durant la période de l'entre-deux-guerres, qui ressemble étrangement à la période actuelle. Et ce sous deux aspects au moins : la profonde crise économique et les accablantes pathologies de la représentation (crise généralisée des partis politiques et de leurs capacités à représenter les intérêts des classes populaires) et de la participation (le sentiment que voter ne change rien). Le danger du fascisme social et de ses effets, toujours plus sensibles, rend nécessaire la formation de fronts capables de lutter contre la menace fasciste et de mobiliser les énergies démocratiques endormies de la société. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, ces fronts doivent émerger de bas en haut, à partir d'une politique plus articulée de l'indignation qui circule dans nos rues.

Attendre sans espoir est la pire des malédictions qui puissent tomber sur un peuple. Et l'esérance ne s'invente pas : elle se construit à coup de non-conformisme, de rébellion compétente et d'alternatives réelles à la situation présente.

### Démocratie ou capitalisme ?

Contrairement à ce que le sens commun des cinquante dernières années pourrait nous faire croire, la relation entre démocratie et capitalisme a toujours été une relation tendue, et même contradictoire. Elle l'a été sans aucun doute dans les pays en périphérie du système mondial, dans ce qui s'est longtemps appelé le Tiers-monde et a aujourd'hui pris le nom de Sud global. Mais cette tension et cette contradiction n'en ont pas moins été présentes également dans les pays centraux ou développés. Il suffit de se souvenir des longues années de nazisme et de fascisme.

Une analyse plus poussée des relations entre capitalisme et démocratie obligerait à établir une distinction entre plusieurs types de capitalisme et leurs différentes dominations à différents moments et dans différentes régions du monde, ainsi qu'entre diverses sortes et degrés d'intensité démocratique. Dans les lignes qui suivent, le capitalisme est abordé sous sa forme générale de mode de production en faisant essentiellement référence au type qui a dominé dans les dernières décennies : le capitalisme financier. La démocratie est considérée dans sa version représentative telle que le libéralisme l'a théorisée.

Le capitalisme ne se sent en sécurité que s'il est gouverné par ceux qui détiennent le capital ou qui s'identifient avec ses « besoins », alors que la démocratie est idéalement le gouvernement des majorités qui n'ont pas de capital, ni de raison de s'identifier avec les « besoins » du capitalisme, bien au contraire. Le conflit est, au fond, un conflit de classes, puisque les classes qui s'identifient avec les besoins du capitalisme (essentiellement, la bourgeoisie) sont minoritaires par rapport aux classes qui ont d'autres intérêts et dont la satisfaction se heurte aux besoins du capitalisme (classes moyennes, travailleurs et classes populaires en général). Étant un conflit de classes, il se présente socialement et politiquement comme un conflit de redistribution : d'une part, la pulsion pour l'accumulation et la concentration de la richesse du côté des capitalistes; d'autre part, la revendication de la redistribution de la richesse portée la plupart du temps par les

travailleurs et leurs familles. La bourgeoisie a toujours craint que les majorités pauvres prennent le pouvoir et a usé du pouvoir politique que lui ont octroyé les révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle pour empêcher que cela n'arrive. Elle a conçu la démocratie libérale comme une manière de garantir ce contrôle à travers différentes mesures qui ont varié au cours du temps : restrictions du suffrage, primauté absolue du droit à la propriété individuelle, système politique et électoral prévoyant de multiples soupapes de sécurité, répression violente de l'activité politique hors des cadres institutionnels, corruption des politiques, légitimation des lobbies... Et chaque fois que la démocratie entrait en crise, la possibilité de recourir à la dictature était à portée de main, et est bien souvent devenue réalité.

Après la Seconde Guerre mondiale, très peu de pays étaient en démocratie, de vastes régions du monde se trouvaient soumises au colonialisme européen qui servait à consolider le capitalisme euro-nord-américain. L'Europe avait été ravagée par une guerre provoquée par la suprématie allemande, tandis que le régime communiste se consolidait à l'Est, apparaissant alors comme une alternative au capitalisme et à la démocratie libérale. C'est dans ce contexte que se développa dans l'Europe la plus développée ce qui s'est appelé le capitalisme démocratique, un système d'économie politique basé sur l'idée selon laquelle, pour être compatible avec la démocratie, le capitalisme doit être fortement régulé, ce qui implique la nationalisation de secteurs clés de l'économie, un système fiscal progressif, l'imposition de négociations collectives et même, comme ce fut le cas en Allemagne de l'Ouest à l'époque, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Sur le plan scientifique, Keynes représentait alors l'orthodoxie et Hayek la dissidence. Sur le plan politique, les droits économiques et sociaux (droits au travail, à l'éducation, à la santé et à la sécurité sociale, garantis par l'État) avaient constitué un outil privilégié pour stabiliser les attentes des citoyens et faire face aux fluctuations constantes et imprévisibles des « signaux du marché ». Ce changement altérerait les termes du conflit redistributif, mais ne l'éliminait pas. Au contraire, toutes les conditions étaient réunies pour qu'il s'accroisse avec le ralentissement de la croissance économique des trente années d'après-guerre. Et ce qui devait arriver arriva.

À partir des années 1970, les États centraux ont commencé à gérer le conflit entre les exigences des citoyens et celles du capital en ayant recours à un ensemble de solutions qui ont donné toujours plus de pouvoir au capital. Ce fut d'abord l'inflation (1970-1980); puis la lutte contre l'inflation, accompagnée de l'augmentation du chômage et les attaques contre le pouvoir des syndicats (à partir des années 1980). L'endettement de l'État s'est accru avec la lutte du capital contre les impôts, une stagnation économique et l'augmentation des dépenses sociales du fait du nombre croissant de chômeurs (dès le milieu des années 1980). Ce fut ensuite le tour de l'endettement des familles séduites par les facilités de crédit accordées par un secteur financier enfin libéré des régulations étatiques pour éviter l'effondrement des prévisions de consommation, d'éducation et d'habitat (à partir du milieu des années 1990).

Et cela jusqu'à ce que ces solutions artificielles trouvent leurs termes avec la crise de 2008 qui mit clairement au jour le grand vainqueur du conflit de la redistribution : le capital. Les preuves en furent la conversion de la dette privée en dette publique, l'augmentation des inégalités sociales, et l'assaut final donné contre les espoirs d'accéder à une vie

digne pour les majorités (les travailleurs, les retraités, les chômeurs, les immigrants, les jeunes en recherche d'emploi) afin de garantir les attentes de rentabilité d'une minorité (le capital financier et ses agents). La démocratie a perdu cette bataille et ne pourra éviter de perdre la guerre que si les majorités cessent d'avoir peur, se rebellent au sein et en dehors des institutions, et forcent le capital à avoir à nouveau peur, comme il y a soixante ans.

Dans les pays du Sud global, qui disposent de ressources naturelles, la situation est, pour le moment, tout autre. Dans certains cas, par exemple dans plusieurs pays d'Amérique latine, on peut même dire que la démocratie a marqué des points dans son duel contre le capitalisme, et ce n'est pas par hasard que dans des pays comme le Venezuela et l'Équateur, l'on commence à parler de socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, même si la réalité reste bien éloignée des discours. Il y a de nombreuses raisons à tout cela, mais peut-être la principale fut-elle la conversion de la Chine au néolibéralisme, qui provoqua, surtout à partir de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, une nouvelle course aux ressources naturelles. Le capital financier a trouvé là et dans la spéculation sur les produits alimentaires une source extraordinaire de rentabilité. Elle permit aux gouvernements progressistes – arrivés au pouvoir suite aux longues luttes des mouvements sociaux des décennies antérieures – de pouvoir développer une redistribution de la richesse tout à fait significative et, dans certains pays, sans précédent. Cette voie a permis à la démocratie de gagner une nouvelle légitimité dans l'imaginaire populaire. Cependant, de par sa nature, la redistribution de la richesse n'a pas remis en question le modèle d'accumulation basé sur l'exploitation intensive des ressources naturelles et l'a, bien au contraire, précisément intensifiée. Cette intensification donna lieu à plusieurs conflits – qui ne font que s'aggraver – avec les groupes sociaux liés à cette terre et aux territoires où se trouvent les ressources naturelles, les peuples indigènes et les paysans.

Dans les pays du Sud global qui comptent sur des ressources naturelles mais sans démocratie digne de ce nom, le *boom* de ces ressources n'a apporté aucun élan démocratique, bien qu'il ait, en théorie, été propice à une résolution du conflit sur la redistribution. En réalité, le capitalisme extractiviste a joué en faveur de meilleures conditions de rentabilité au sein des systèmes politiques dictatoriaux ou de démocraties de très faible intensité (systèmes proches du parti unique), où il est plus facile de corrompre les élites, en les impliquant dans la privatisation des concessions et les rentes de l'extraction. On ne peut attendre aucune profession de foi démocratique de la part du capitalisme extractiviste, d'autant plus que, étant mondialisé, il ne reconnaît pas de problème de légitimité politique. Par ailleurs, la revendication de la redistribution de la richesse aux majorités ne parvient pas à se faire entendre, par manque de canaux démocratiques et de relais par des minces classes moyennes urbaines qui profitent de quelques revenus. Les populations plus directement affectées par l'extractivisme sont les populations indigènes et paysannes, sur la terre desquelles se trouvent les gisements miniers et où il est prévu d'installer la nouvelle économie agro-industrielle. Elles sont chassées de leurs terres et soumises à une migration intérieure. En cas de résistance, elles sont violemment réprimées. Dans ces pays-là, le conflit sur la redistribution ne parvient même pas à exister comme problème politique.

On peut conclure de cette analyse que l'actuelle remise en cause de l'avenir de la démocratie en Europe du sud est la manifestation d'un problème beaucoup plus vaste qui

émerge sous différentes formes dans plusieurs régions du monde. Mais, ainsi formulé, le problème peut cacher une incertitude beaucoup plus vaste que celle qu'il exprime directement. Il ne s'agit pas seulement d'interroger l'avenir de la démocratie. Il s'agit d'interroger également la démocratie de l'avenir. La démocratie libérale a historiquement été vaincue par le capitalisme, et cette défaite semble être irréversible. C'est pour cela qu'il n'y a aucun espoir que le capitalisme ait à nouveau peur de la démocratie. La démocratie libérale subsistera tant que le capitalisme mondialisé peut se servir d'elle. La lutte de ceux qui voient dans la défaite de la démocratie libérale l'émergence d'un monde affreusement injuste et irrémédiablement violent doit se concentrer sur la recherche d'une conception de la démocratie plus solide, dont la marque génétique soit l'anticapitalisme. Après un siècle de luttes populaires qui firent rentrer l'idéal démocratique dans l'imaginaire de l'émancipation sociale, gâcher une telle expérience et affirmer que la lutte anticapitaliste doit aussi être une lutte antidémocratique serait une grave erreur politique. Il faut au contraire convertir l'idéal démocratique en une réalité radicale qui ne capitule pas face au capitalisme. Et comme le capitalisme n'exerce sa domination qu'en usant d'autres formes d'oppression, principalement le colonialisme et le patriarcat, cette démocratie radicale doit également être, en plus d'anticapitaliste, anticolonialiste et antipatriarcale. On peut l'appeler révolution démocratique ou démocratie révolutionnaire – peu importe le nom – mais elle doit nécessairement être une démocratie post-libérale, qui ne peut renoncer à aucun de ses attributs pour s'adapter aux exigences du capitalisme. Elle doit, au contraire, se baser sur deux principes : l'approfondissement de la démocratie n'est possible qu'au prix du capitalisme; et en cas de conflit entre capitalisme et démocratie, elle doit se prévaloir de la démocratie réelle.

### Écologie ou extractivisme ?

Comme il a été indiqué, la croissance est à questionner mais le développement est nécessaire à l'État social. Ces deux constats amènent à une réflexion sur la conciliation entre exigences de court et long termes.

Avant la crise financière, l'Europe était la région où les mouvements environnementalistes et écologistes avaient le plus de visibilité politique et où le récit de la nécessité d'accompagner le pacte social d'un pacte naturel semblait jouir de la plus grande acceptation publique. Étonnamment, ou pas, avec l'éclatement de la crise, ces mouvements et ce récit ont disparu de la scène politique.

Les forces politiques les plus directement opposées à l'austérité financière réclament une croissance économique comme seule solution et font, de temps à autre, une déclaration un tantinet solennelle sur la responsabilité environnementale et la durabilité. En fait, les investissements publics dans les énergies renouvelables furent les premiers à être sacrifiés par les politiques d'ajustement structurel. Face à la crise, le modèle de croissance en vigueur était la principale cible des critiques des mouvements écologistes, qui lui reprochaient de ne pas être durable, et de produire des changements climatiques qui, selon les données de l'ONU, seraient irréversibles à court terme. Cette rapide disparition du

récit écologiste montre comment le capitalisme n'a pas seulement pris l'avantage sur la démocratie, mais aussi sur l'environnementalisme.

Aujourd'hui cependant, il est évident qu'au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle, le développement capitaliste touche les limites de ce qu'il peut faire peser sur la planète Terre. Plusieurs records de danger climatique aux États-Unis, en Inde, et en Arctique, ont été battus, et les phénomènes climatiques extrêmes se répètent chaque fois plus fréquemment et avec plus de gravité. Preuves en sont les sécheresses, les inondations, la crise alimentaire, la spéculation sur les produits agricoles, le manque toujours plus grand d'eau potable, l'usage de terrains agricoles pour la culture d'agrocombustibles, la déforestation. Peu à peu on remarque que les facteurs de la crise sont toujours plus liés entre eux et qu'ils sont, en dernière instance, des manifestations de la crise, qui se présente comme crise de civilisation. Les problèmes s'enchaînent : la crise alimentaire, la crise environnementale, la crise énergétique, la spéculation financière sur les *commodities* et les ressources naturelles, l'appropriation et la concentration de la terre, l'expansion désordonnée de la frontière agricole, la voracité de l'exploitation des ressources naturelles, le manque d'eau potable et sa privatisation, la violence dans les régions agricoles, l'expulsion de populations de leurs terres ancestrales pour faire place à de grandes infrastructures et de mégaprojets, les maladies entraînées par la dégradation dramatique de l'environnement, avec une plus grande incidence des cancers dans certaines zones rurales, les organismes génétiquement modifiés, la consommation d'engrais...

La valorisation internationale des ressources financières a permis une négociation d'un nouveau type, entre démocratie et capitalisme, dans plusieurs pays d'Amérique latine. La fin (apparente) de la fatalité de l'inégalité des échanges (les matières premières sont toujours moins valorisées que les produits manufacturés) qui enchaînait les pays de la périphérie a permis que les forces progressistes, qu'on voyait auparavant comme « des ennemis du développement », se libèrent de ce fardeau historique, transformant ainsi le *boom* des matières premières en une occasion unique pour mener des politiques sociales et de redistribution des gains. Les oligarques et, dans certains pays, les franges avancées de la bourgeoisie industrielle et financière hautement internationalisés, perdent une bonne partie de leur pouvoir politique gouvernemental mais voient, en échange, leur pouvoir économique augmenter. Les pays ont changé sociologiquement et politiquement à un degré tel que certains analystes parlent de l'apparition d'un nouveau régime d'accumulation, plus nationaliste et étatique : le néodéveloppement basé sur un néoextractivisme.

Quoi qu'il en soit, ce néoextractivisme a comme base l'exploitation intensive des ressources naturelles, et pose par conséquent le problème des limites écologiques (pour ne pas parler des limites sociales et politiques) de cette nouvelle phase du capitalisme. Ceci est d'autant plus inquiétant que ce modèle de « développement » est flexible dans sa distribution sociale, mais rigide dans sa structure d'accumulation. Les locomotives que sont les exploitations agricoles, minières, pétrolières et de gaz naturel sont toujours plus puissantes et ce qui s'interpose sur leur chemin ou vient compliquer leur trajectoire tend à être annihilé. Étant donné leur puissance d'attraction, ces locomotives sont parfaites pour convertir les signaux toujours plus perturbateurs de l'immense dette écologique et sociale qu'elles créent, en coûts inévitables du « progrès ». D'un autre côté, elles privilè-

gient une temporalité en accord avec celle des gouvernements : le *boom* des ressources ne va pas durer pour toujours, et il faut en profiter au maximum en un temps le plus court possible. L'éclat du court terme masque les ombres du long terme. Quiconque s'interpose sur son chemin sera considéré comme un écologiste infantile, un paysan improductif ou un indigène retardé qu'on soupçonne d'être des « populations facilement manipulables par des organisations non gouvernementales au service de Dieu sait qui ».

Dans ces conditions, il devient difficile d'activer des principes de précaution ou des logiques à long terme. Qu'arrivera-t-il quand les ressources toucheront à leur fin ? Quand il sera évident que l'investissement dans les « ressources naturelles » n'a pas été suffisamment compensé par l'investissement dans des « ressources humaines » ? Quand il n'y aura plus d'argent pour de généreuses politiques compensatoires et que l'appauvrissement subi créera un ressentiment bien difficile à contrôler en démocratie ? Quand les niveaux de maladies environnementales seront inacceptables et surchargeront les systèmes publics de santé jusqu'à les rendre insoutenables ? Quand la pollution des eaux, l'appauvrissement des terres et la destruction des forêts seront irréversibles ? Quand les populations indigènes, des *quilombos* ou des côtes seront expulsées de leurs terres, poussées à commettre des suicides collectifs ou à déambuler dans les périphéries urbaines en revendiquant un droit à la ville qui leur sera toujours refusé ? L'idéologie économique et politique dominante considère ces questions comme des scènes dystopiques exagérées ou inappropriées, fruit d'une pensée critique entraînée à toujours faire des pronostics de mauvais augure. En résumé, une pensée bien peu convaincante et absolument pas attractive pour les grands médias.

Dans ce contexte, il n'est possible de perturber l'automatisme politique et économique de ce modèle que par l'action de mouvements sociaux et d'organisations suffisamment courageuses pour en donner à connaître le côté destructeur systématiquement masqué, pour dramatiser sa négativité et forcer l'entrée de cette dénonciation dans les agendas politiques. L'articulation entre les différents facteurs de la crise devra conduire de toute urgence à une réarticulation entre les différents mouvements sociaux qui luttent contre eux. C'est un processus lent dans lequel l'histoire particulière de chaque mouvement pèse toujours plus que ce qu'elle devrait, même s'il existe déjà des alliances visibles entre les luttes pour les droits de l'homme, la souveraineté alimentaire, contre les pesticides, les organismes transgéniques, l'impunité de la violence dans les campagnes, la spéculation financière sur les aliments. De même convergent déjà les luttes pour la réforme agraire, les droits de la nature, les droits environnementaux, les droits indigènes et des *quilombos*, le droit à la ville, le droit à la santé, les luttes pour une économie solidaire, l'agro-écologie, la taxation des transactions financières internationales, l'éducation populaire, la santé collective, la régulation des marchés financiers...

De la même manière que dans le cas de la démocratie, seules une conscience et une action écologistes solides et anticapitalistes pourront s'opposer avec succès à l'essor du capitalisme extractiviste. Il faut opposer à l'« écologie des riches », une « écologie des pauvres » basée sur une économie politique qui n'est pas dominée par le fétichisme de la croissance infinie et de la consommation individualiste, mais par les idées de réciprocité, de solidarité et de complémentarité, valides tant pour les relations entre les êtres humains que pour les relations entre les humains et la nature.